

ans et s'élève maintenant à près de 7 millions de soles par an. Chaque mine paie une taxe semestrielle de 15 soles, qui vont alimenter la caisse de l'Ecole des mines de Lima. Sauf l'or et l'argent en barres, les métaux et l'argent monnayé ne sont pas imposés à la sortie du pays. De 1886 à 1896 inclusivement, l'argent en barres produit à Cerro de Pasco a atteint 13,711,784 onces. Les mines d'or du Pérou ont atteint vraisemblablement une grande importance, mais elles ont été négligées jusqu'ici, étant situées pour la plupart dans des districts à peu près inaccessibles, malsains, et où la main d'œuvre fait totalement défaut. La seule mine d'or actuellement en pleine exploitation est celle de Santo Domingo, achetée dernièrement par une compagnie nord-américaine pour la somme de 1,425,000 fr. Les puits à pétrole, pour lesquels l'on a dépensé des sommes énormes, n'ont pas encore donné de rendement rémunérateur.

La partie du Pérou située dans le bassin de l'Amazone produit du caoutchouc, dont la valeur s'est élevée à 3,625,000 fr. en 1895. La production du café est en voie d'augmentation et promet de devenir importante. En 1895, l'exportation de café a porté sur 1,066 tonnes. Depuis quinze ans, les sorties d'alpaga ont atteint une moyenne de 30,000 balles par an. La production de cocaïne a passé de 8,650,000 fr. en 1890 à 15 millions de fr. en 1895. La consommation de l'opium a doublé depuis six ans, bien que le nombre des Chinois ait plutôt diminué. Le Pérou fait des vins rouges et blancs, dont la consommation est assez considérable, mais les premiers sont d'une qualité très inférieure, tous les vins produits sur les côtes de l'Océan Pacifique étant trop alcooliques ou trop acides pour constituer une boisson agréable. C'est pourquoi le Pérou ferait bien d'imiter l'exemple de la Bolivie, qui a beaucoup réduit les droits d'entrée sur les vins français, qui trouveraient ainsi un débouché important au Pérou.

D'après l'*Economiste* péruvien, le mouvement d'exportation au Pérou a atteint une valeur globale de 19 millions de soles en 1896, contre 17 millions de soles seulement en 1895. En 1894, les sorties n'avaient pas dépassé 14,758,635 soles, contre 19,084,645 soles en 1893, et 19,969,127 soles en 1892. Cette diminution doit être attribuée à la dépréciation de l'argent et à la guerre civile qui a éclaté en 1894. En 1894, la part de la France dans les sorties avait

été de 372,600 soles, contre 1,014,000 soles pour les Etats-Unis, 3,537,930 soles pour le Chili et 6,660,000 soles pour la Grande-Bretagne, avec 768,000 soles pour l'Allemagne.

A l'entrée, la valeur totale s'est élevée en 1894 à 11,743,636 soles, dont 1,028,803 soles pour la France, 1,479,820 soles pour le Chili, 1,800,105 soles pour l'Allemagne et 4,115,213 soles pour la Grande-Bretagne, avec 802,106 soles seulement pour les Etats-Unis. Ces chiffres, qui sont ceux du dernier exercice connu, pourront avoir subi d'assez grandes variations depuis deux ans, car certaines provenances sont en voie d'augmentation assez rapide au Pérou. Espérons que celles de France sont devenues plus importantes en 1895 et 1896.

PAUL DREYFUS.

## LE GOUVERNEMENT DES GRANDES VILLES AUX ETATS-UNIS

Les questions qui se rattachent au gouvernement municipal sont parmi celles qui préoccupent le plus vivement les Américains depuis quelques années. Le mouvement de *Civil Service Reform*, commencé il y a quinze ans, a réussi à assainir l'administration fédérale. M. Cleveland a achevé dans sa seconde présidence l'œuvre amorcée un peu avant sa première élection et continuée par lui durant la première période de sa magistrature, puis par son successeur et prédécesseur, M. Harrison. Les *civil service laws*, lois sur l'administration civile, qui obligent le Président à choisir les fonctionnaires fédéraux parmi les candidats ayant passé certains examens et donnent quelque stabilité aux places qu'ils occupent, après n'avoir été d'abord appliquées qu'avec timidité à une classe restreinte d'employés de l'Etat, ont été étendues aujourd'hui à presque toutes les branches de l'administration en englobant notamment le nombreux personnel des postes. Malgré les résistances des politiciens qui ne voyaient pas sans regret échapper à leur influence leur plus puissant moyen d'action électorale, le *spoils system*, le système des dépouilles, qui consistait à distribuer aux hommes du parti qui l'avait emporté, comme prix de la victoire, toutes les fonctions officielles, sans se soucier de leur capacité, le *spoils system* a vécu en ce qui concerne du moins le gouvernement fédéral.

Malheureusement les mauvaises habitudes ont subsisté dans les ad-

ministrations municipales; c'est à les réformer que s'appliquent maintenant tous les bons citoyens, et il est intéressant de suivre les efforts qu'ils font en ce sens. La question du gouvernement des grandes villes est l'une des plus difficiles qu'aient à résoudre les démocraties et il n'est peu de plus importantes en présence du développement de la population urbaine qui est la conséquence naturelle de la civilisation moderne. S'il faut déplorer la corruption qui règne dans l'administration municipale de presque toutes les grandes agglomérations américaines -- et qui pourrait bien ne pas rester confinée de l'autre côté de l'Atlantique si l'on n'y prend garde -- on ne peut s'en étonner outre mesure. Les corps élus qui dirigent cette administration disposent de ressources financières très considérables; ils sont en outre en contact direct et fréquent pour les travaux publics de toute espèce avec un grand nombre d'entrepreneurs et de Sociétés; il doit fatalement arriver que les moins scrupuleux parmi les politiciens, ceux pour qui la politique est le seul moyen d'existence convoitent particulièrement ces fonctions municipales où il est plus aisé qu'ailleurs de faire des profits irréguliers de toute sorte, soit en mettant son vote à l'encaissement pour faire insérer une clause favorable dans un cahier des charges, soit en faisant nommer à des places grassement rétribuées des associés avec lesquels on partage les bénéfices de l'opération. De pareils faits ne sont que trop fréquents aux Etats-Unis où législatures d'Etat et conseils municipaux sont, de notoriété publique, sous la dépendance des *trusts* et où fonctionnent dans l'un et l'autre parti de si nombreuses associations organisées sur le type du fameux Tammany-Hall, qui a mis pendant des années au pillage les finances de la ville de New-York.

Depuis quelque temps des *Municipal Reform Leagues*, ligues de réforme municipale, se sont fondées dans la plupart des grands centres américains. Composées le plus souvent d'hommes appartenant aux deux partis, républicains aussi bien que démocrates, elles se sont efforcées de soustraire le gouvernement municipal aux "machines" comme on dit aux Etats-Unis, c'est à dire aux organisations officielles des partis, si fortement constituées en Amérique, aux comités formés de politiciens de profession, qui sont très souvent, dans les grandes villes surtout, des gens dénués de tous scrupules. Elles ont obtenu un cer-